

Mercredi 13 Avril 1994



SITUATION AU RWANDA

Participaient à ce conseil restreint, présidé par le  
Président de la République :

M. BALLADUR  
M. LEOTARD

Premier ministre  
Ministre d'Etat, ministre de la  
défense  
Ministre des affaires étrangères  
Ministre de la coopération

M. JUPPE  
M. ROUSSIN

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

M. VEDRINE  
Général QUESNOT  
M. PIN

Secrétaire général  
Chef de l'état-major particulier  
Chargé de Mission

CABINET DU PREMIER MINISTRE

M. BAZIRE  
Contre-amiral LECOINTRE

Directeur du cabinet  
Chef du cabinet militaire

SECRETARIAT GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE

Général LERCHE

Secrétaire général

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

M. DUFOURCQ

Secrétaire général

MINISTERE DE LA DEFENSE

Amiral LANXADE  
Général RANNOU

Chef d'état-major des armées  
Chef du cabinet militaire

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

M. DENOIX DE SAINT MARC

Secrétaire général

- oOo -

SECRETARIAT

Colonel BENTEGEAT

Etat-major particulier

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

On voit bien de quelle manière cet attentat meurtrier contre le président Habyarimana a donné le signal de déclenchement du massacre collectif.

Amiral, pouvez-vous nous faire le point sur le terrain ?

CHEF D'ETAT-MAJOR DES ARMEES

Le F.P.R. va contrôler très vite la plus grande partie de Kigali mais il est difficile de prévoir ce qu'il va faire maintenant. Le gouvernement intérimaire a quitté la ville. Nos ressortissants sont évacués. C'est maintenant la phase de retrait de nos troupes. La dernière compagnie partira ce soir. Un élément des forces spéciales restera jusqu'à demain avec les Belges.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Les massacres vont s'étendre ?

CHEF D'ETAT-MAJOR DES ARMEES

Ils sont déjà considérables. Mais maintenant ce sont les Tutsis qui massacreront les Hutus dans Kigali.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Quand n'y aura-t-il plus de troupes étrangères ?

CHEF D'ETAT-MAJOR DES ARMEES

Les Belges pourraient partir dès demain et ils veulent retirer leur bataillon de la MINUAR.

MINISTRE DE LA COOPERATION

Nous sommes dans une situation où les comptes vont se régler sur place. Pourtant le F.P.R. à Paris a pris contact avec nous et nous a fait savoir qu'il ferait appel à la France le moment venu, qu'elle avait toujours sa place au Rwanda.

Nous n'avons pas coupé les ponts avec le F.P.R. parce qu'il fallait régler le problème des 3 corps de nos coopérants à rapatrier si possible.

CHEF D'ETAT-MAJOR DES ARMEES

Il n'y en plus qu'un. Deux corps ont été identifiés et rapatriés sur Bangui.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Dans l'ensemble, c'est une situation que nous avons connue ailleurs. La France apparaît toujours indispensable, une fois la crise passée. Nous avons connu cela au Tchad. Ici, c'est un peu spécial car le Rwanda est une ancienne colonie belge. Mais on nous fait signe déjà.

MINISTRE DE LA COOPERATION

Oui. Déjà le F.P.R. à Paris nous a donné l'assurance qu'on permettrait le rapatriement des corps de nos coopérants. C'est un signal. On va nous appeler de nouveau.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Il serait quand même étonnant que le gouvernement d'Habyarimana ne trouve pas un endroit sûr dans le pays où il puisse tenir quelques temps. On aura un éclatement et une guerre civile comme au Libéria et en Angola. Mais le territoire est plus étroit et très cultivé. Il est difficile de s'y dissimuler. Monsieur le ministre des Affaires étrangères ?

MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

Je n'ai rien à ajouter, si ce n'est une ou deux questions pratiques. La famille proche du Président Habyarimana est actuellement en Centrafrique. Or Patassé veut s'en débarrasser. Il y a deux solutions, le Zaïre ou la France.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S'ils veulent venir en France, la France les accueillera, naturellement.

MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

Aux Nations -Unies, le Secrétaire Général doit rendre demain son rapport. Trois solutions sont envisageables : le maintien de la MINUAR, sa suspension avec le maintien éventuel d'un contingent symbolique ou un retrait total.

Les Belges sont favorables à une suspension et c'est aussi mon avis.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Je suis d'accord. Le Burundi est-il calme ?

MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

Oui, pour l'instant.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Ils ont épuisé leur venin pour quelques semaines.

MINISTRE DE LA COOPERATION

A propos du Burundi, je voudrais souligner l'attitude scandaleuse de Radio-France-Internationale qui a annoncé que la situation se dégradait et que des combats étaient en cours dans le nord du pays. Or, c'est complètement faux.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Je regrette que cette station qui dépend administrativement du Quai ne soit pas sous le contrôle des Affaires étrangères. Je sais que c'est délicat. Ils agissent à l'égard des gouvernements locaux comme ils le font vis-à-vis du gouvernement français. La solidité de nos structures nous permet de le supporter sans gravité majeure. Ce n'est pas le cas pour les gouvernements locaux. Je souhaite très vivement que le ministre des Affaires étrangères qui en a la responsabilité administrative s'occupe de cette affaire.

MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

Ils dépendent du Quai administrativement et financièrement.

MINISTRE DE LA COOPERATION

J'ai déjà rendu compte au Premier ministre de l'attitude scandaleuse de R.F.I.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

La séance est levée. Je vous remercie.